Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Perspectives-pour-l-apres-29-mai

Perspectives pour l'après 29 mai

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Après le 29 Mai -

Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2005

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

La construction européenne capitaliste, perfectionnement de l'arme de destruction des acquis démocratiques et sociaux des travailleurs

L'histoire de la construction européenne des capitalistes n'est pas celle de l'histoire de la constitution d'un hypothétique peuple européen. Bien au contraire, c'est pour s'émanciper des contrôles (limités) des peuples d'Europe que les différents gouvernements bourgeois ont mis en place des institutions européennes, dont les décisions législatives se sont peu à peu imposées aux législations nationales.

La construction européenne est une oeuvre 100% bourgeoise dont l'objet est de faciliter le démantèlement des compromis sociaux qu'avaient dû accepter les bourgeoisies pendant les 30 Glorieuses. Si le sentiment européen des bourgeoisies s'est fortement développé, il n'en est pas de même pour les prolétaires qui ont vécu la construction européenne comme une oeuvre étrangère qui s'imposait à eux et qui limitait leur pouvoir de contrôle et d'intervention. La construction européenne n'a par là fait que développer la résignation et la dépolitisation du prolétariat.

La constitution européenne est la dernière étape de la construction européenne : pour l'essentiel synthèse des traités antérieurs, elle étend les votes à la majorité qualifiée au Conseil européen : elle perfectionne donc un peu plus l'arme de destruction des acquis des travailleurs. Sarkozy le dit clairement à sa façon : « Je suis européen parce que l'Europe est un formidable levier pour faire des réformes en France » (Le Monde). Si l'Europe est un levier, c'est bien parce qu'il n'existe pas de peuple européen, pas d'unification d'un prolétariat européen, capables de s'opposer à ces contre-réformes.

La majorité des dirigeants du « NON de gauche », qui regrettent que les votes à la majorité qualifiée n'aient pas été étendues à tous les domaines (et notamment aux questions « sociales »), proposent d'aller plus loin encore. Avec l'argument mensonger que cela entraînerait une harmonisation « par le haut » des droits sociaux. Ainsi, l'Europe serait par magie « sociale » à partir du moment où elle traiterait (à la majorité qualifiée) des questions « sociales ». Ce type d'arguments, qui a permis aux partisans du OUI comme Hollande d'attaquer le NON de gauche sur sa gauche, montre à quel point ces dirigeants du NON de gauche défendent l'Union européenne des capitalistes et essaient de neutraliser la colère populaire contre la construction européenne.

Que faire après le 29 mai ?

NON à toute constitution européenne !

La plupart des dirigeants du NON de gauche (y compris la LCR) proposent une autre constitution. Une constitution élaborée « démocratiquement » (par une assemblée constituante), et qui reprendrait les principes de toute constitution bourgeoise démocratique : souveraineté du peuple européen, responsabilité du gouvernement européen, séparation des pouvoirs, droits de l'homme (garantissant la propriété privée et certains droits sociaux). Cette constitution, comme toute constitution bourgeoise normalement constituée, s'abstiendrait de faire l'apologie explicite du capitalisme, en n'élevant pas au rang de principes constitutionnels le marché et la concurrence. Pour résumer, ils nous proposent une constitution pour l'Europe bâtie grosso modo sur les mêmes principes que les constitutions nationales.

Une telle constitution, qui assurerait un fonctionnement de l'UE sur le papier plus démocratique (au sens de la démocratie bourgeoise), ne changerait pas la nature de l'UE : des institutions supranationales permettant de s'attaquer plus facilement aux acquis des travailleurs

Copyright © Le Vénissian

En effet, les travailleurs ne sont pas organisés au niveau européen. Pour une raison simple : il n'y a ni nation européenne, ni peuple européen. Les identités nationales répondent à un besoin réel : le désir d'appartenir à une communauté avec d'autres, d'avoir des objectifs communs. Ces identités nationales se forgent (et se déconstruisent) lentement. De nouvelles expériences créeront à n'en pas douter de nouvelles solidarités et nouvelles identifications, forgées dans la lutte commune, au-delà de l'Etat nation. Mais aujourd'hui, ces identifications n'existent pas : la souveraineté populaire ne peut donc s'exercer au niveau européen. Il n'y a citoyenneté que là où il y a Cité ou communauté politique (avec comme conditions nécessaires un espace public). Or, il n'y a pas de Cité européenne, donc pas de souveraineté populaire à l'échelle européenne.

Le 29 mai, le peuple français a non seulement refusé les politiques capitalistes néolibérales contenues dans la Constitution européenne. Il a aussi manifesté sa volonté de se réapproprier son destin en refusant de se laisser déposséder de sa souveraineté, quel qu'en soit le prix. C'est un NON national de classe qui s'est exprimé puissamment le 29 mai. Le « NON de gauche » alter européen (pour une renégociation, pour une constituante européenne, ...) n'est pas celui de la majorité du peuple ; c'est celui qu'une petite couche de bureaucrates a tenté de promouvoir au nom du 'réalisme', c'est-à-dire au nom du caractère indépassable de la construction européenne capitaliste (qu'il s'agit au plus d'amender).

Indiquer le but et proposer un chemin

Notre but est la constitution d'un monde communiste, une société sans classe et sans exploitation. Pour cela, tous les anticapitalistes conséquents c'est-à-dire ceux qui veulent s'attaquer dès la prise de pouvoir (politique) des travailleurs à la propriété privée - doivent se regrouper dans une nouvelle force politique et proposer des perspectives concrètes de rupture avec le capitalisme.

Les anti-capitalistes se battent pour la mise en place d'un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs. C'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat : le prolétariat, classe devenue politiquement dominante, utilise alors le pouvoir d'Etat pour anéantir la classe encore dominante économiquement. Les classes sociales ne s'abolissant pas par décrets (comme le pensent les anarchistes), la dictature du prolétariat est une phase de transition nécessaire vers la phase supérieure du communisme (société sans classe et sans exploitation). Alors que dans les démocraties bourgeoises la souveraineté populaire s'arrête là où commencent les intérêts des capitalistes, la dictature du prolétariat est le plein développement, la réalisation sans entrave de la souveraineté populaire. C'est le gouvernement de la majorité du peuple qui impose sa volonté, sa dictature, à la classe capitaliste.

Pour aller au communisme, la première mesure que devra prendre un tel gouvernement sera la dénonciation de tous les traités européens, et donc la sortie de l'Union européenne. Ce gouvernement devra briser ce carcan capitaliste néolibéral pour que soit respectée la souveraineté du peuple. L'aventure de la liberté est risquée, mais c'est la seule qui mérite d'être vécue.

Quelles perspectives concrètes ?

Aujourd'hui, la souveraineté populaire est bafouée : alors que le peuple a massivement rejeté la construction européenne des capitalistes, le gouvernement Chirac n'en tient (évidemment) aucun compte. Tous les traités européens (intégrés dans la Constitution européenne) continuent à s'appliquer.

Même si quelques uns des dirigeants du « NON de gauche » demandent gentiment à Chirac de partir, la totalité des dirigeants du « NON de gauche » (du PS à la LCR, sans oublier les directions syndicales) refusent de combattre réellement pour chasser Chirac et son nouveau gouvernement, et préparent déjà les échéances électorales de 2007. D'où la nécessité de constituer au plus vite une force politique anti-capitaliste conséquente qui se battra pour

Copyright © Le Vénissian

chasser Chirac et pour populariser un projet politique communiste.

Aujourd'hui, il faut se battre dans les collectifs pour le NON pour faire adopter les 2 mots d'ordre indissociables Chirac dehors ! Pour un gouvernement des travailleurs de rupture avec l'Union européenne des capitalistes ! - et préparer une grande manifestation à l'Elysée pour virer Chirac.

Copyright © Le Vénissian